
Ordre du jour

Cote du document: EB 2025/146/R.1/Rev.1

Point de l'ordre du jour: 2

Date: 9 décembre 2025

Distribution: Publique

Original: Anglais

Questions techniques:

Claudia ten Have

Secrétaire du FIDA

Bureau de la Secrétaire

courriel: c.tenhave@ifad.org**Deirdre Mc Grenra**

Cheffe du Service de la gouvernance et des relations avec les États membres

Bureau de la Secrétaire

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Les documents relatifs à la réunion sont disponibles sur cette [page](#). En cas de questions sur la documentation, veuillez vous adresser à gms@ifad.org.

Ordre du jour de la cent quarante-sixième session du Conseil d'administration

Renseignements à l'usage des représentantes et représentants au Conseil d'administration

1. La cent quarante-sixième session du Conseil d'administration se tiendra les mardi 9 et mercredi 10 décembre au siège du FIDA, 44, Via Paolo di Dono, à Rome, dans la salle de conférences Italie. Les réunions auront lieu de 10 h 30 à 18 heures chaque jour, avec une pause déjeuner de 13 h 30 à 15 heures. Chaque délégation disposera d'un siège à la table de conférence et d'un autre, placé derrière celui-ci, où prendront respectivement place la représentante ou le représentant au Conseil d'administration et sa conseillère ou son conseiller. Les représentantes et représentants ne siégeant pas en plénière pourront suivre les débats depuis la salle Ovale. Ils pourront aussi suivre les débats à distance sur la plateforme de visioconférence Zoom.

2. Pour faciliter le bon déroulement de la session, il a été décidé que les points de l'ordre du jour seraient regroupés comme suit:

- I. Points pour examen en séance
- II. Points mis en ligne pour information

3. Par souci de clarté, une lettre indiquant l'action demandée au Conseil d'administration figure à côté de chaque point de l'ordre du jour, à savoir:

[A] = pour approbation; **[E]** = pour examen; **[I]** = pour information; **[C]** = pour confirmation.

Points pour examen en séance (section I)

4. Les points dont l'examen est prévu en séance sont énumérés à la section I, y compris les points soumis à la procédure d'approbation en bloc. Au début de la session et après l'adoption de l'ordre du jour, la présidente ou le président du Conseil d'administration demandera l'approbation ou la confirmation en bloc de ces points. Tout point pourra faire l'objet d'un examen en séance si un représentant ou une représentante au Conseil en fait la demande. Ces demandes doivent être communiquées par écrit au Bureau de la Secrétaire (gms@ifad.org) au plus tard une semaine avant la session.

Points mis en ligne pour information (section II)

5. Les documents soumis pour information sont uniquement examinés en séance si la direction l'estime nécessaire ou si un représentant ou une représentante au Conseil en fait la demande. Ces demandes doivent être communiquées par écrit au Bureau de la Secrétaire (gms@ifad.org) au plus tard une semaine avant la session.

Programme de travail de la session

6. L'ordre du jour ne suit pas nécessairement l'ordre dans lequel les documents seront examinés. Un calendrier des travaux sera mis en ligne avant la session sur le site Web du FIDA et sur la plateforme interactive réservée aux États membres; on y trouvera l'horaire et l'ordre des débats.
7. Ce calendrier des travaux ne comprendra que les points à examiner en séance.

Ordre du jour

I. Points pour examen en séance

1. Ouverture de la session

2. Adoption de l'ordre du jour (EB 2025/146/R.1 + Add.1) [A]

3. Points soumis à la procédure d'approbation en bloc

a) Questions opérationnelles [A]

- i. Propositions de projets et de programmes soumises à l'attention du Conseil d'administration
 - a. Asie et Pacifique
 - i) **Bangladesh** – Croissance au service de la résilience climatique, de l'entrepreneuriat écologique et de la nutrition (GREEN) (EB 2025/146/R.2)
 - b. Afrique orientale et australe
 - i) **Botswana** – Projet relatif à la commercialisation des produits de l'élevage au Botswana (BoLCoP) (EB 2025/146/R.3 + Add.1 + Sup.1)
 - ii) **Rwanda**: Projet d'irrigation et de gestion intégrée des bassins versants du district de Kayonza – Phase II (KIIWP2) (EB 2025/146/R.4)
 - iii) **Ouganda** – Projet national d'appui à la production d'huile de palme (NOPP) (EB 2025/146/R.5)
 - c. Afrique de l'Ouest et du Centre
 - i) **Burkina Faso** – Opération de renforcement des infrastructures agricoles et de marché pour la souveraineté alimentaire (ORIAM SA) (EB 2025/146/R.6)
 - ii) **République centrafricaine** – Programme d'appui à la promotion de l'agrobusiness résilient au changement climatique (PARCA) (EB 2025/146/R.7 + Sup.1)
- ii. Proposition de don au secteur privé présentée au Conseil d'administration pour examen
 - a. Uzbek REMIT: débloquer les fonds et compétences au service des entrepreneurs ruraux (EB 2025/146/R.8)

b) Opérations non souveraines dans le secteur privé [A]

- i. AgDevCo Ventures: galvaniser les petites et moyennes entreprises à fort potentiel d'impact en Afrique de l'Est dès les premiers pas (EB 2025/146/R.9 + Add.1)

c) Questions institutionnelles [C]

- i. Plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2026 (EB 2025/146/R.10)
- ii. Plan de travail du Bureau de la déontologie du FIDA pour 2026 (EB 2025/146/R.11)

d) Questions financières [A]

- i. Examen annuel de l'Exposé de la politique de placement du FIDA (EB 2025/146/R.12 + Add.1 + Add.2)

e) Questions de gouvernance [A]

- i. Établissement du Comité des émoluments (EB 2025/146/R.13)
- ii. Dates proposées pour les sessions du Conseil d'administration prévues en 2027 (EB 2025/146/R.14)
- iii. Cadre de cofinancement parallèle entre le FIDA et le Fonds d'Abou Dhabi pour le développement (EB 2025/146/R.15)

4. Débat stratégique avec le Président du FIDA – Une issue à la pauvreté: la ligne médiane entre envergure et profondeur de l'impact
(EB 2025/146/R.16) [E]

5. Questions institutionnelles

- a) Stratégie 2025-2031 pour le climat, l'environnement et la biodiversité (EB 2025/146/R.17) [A]
- b) Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2026 et perspectives budgétaires pour 2027-2028; budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2026 et plan indicatif pour 2027-2028 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA; et rapports de situation sur l'Initiative PPTE, le SAFFP, et le MARE et sur la mise en œuvre de la Politique du FIDA en matière de reclassement (EB 2025/146/R.18 + Corr.1 + Add.1 + EB 2025/146/R.19) [A]

6. Questions opérationnelles [E]

- a) Programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP)
 - i. Amérique latine et Caraïbes
 - a. République dominicaine (EB 2025/OR/22 + Add.1)

7. Questions d'évaluation

- a) Document d'orientation sur le troisième examen externe par les pairs de la fonction d'évaluation au FIDA (EB 2025/146/R.20 + Add.1 + Add.2) [A]
- b) Évaluation de la stratégie et du programme de pays (ESPP) [E]
 - i. Amérique latine et Caraïbes
 - a. République dominicaine (EB 2025/OR/23)

8. Questions financières

- a) Ressources disponibles pour engagement 2026 (EB 2025/146/R.21) [A]
- b) Initiative d'optimisation des fonds propres du FIDA
 - i. Document-synthèse sur l'optimisation des fonds propres (EB 2025/146/R.22) [E]
 - ii. Politique révisée d'adéquation des fonds propres (EB 2025/146/R.23) [A]
 - iii. Mise à jour du Cadre d'emprunt intégré (EB 2025/146/R.24) [A]

9. Questions de gouvernance

- a) Élection des représentants du Conseil des gouverneurs au Comité des pensions du personnel du FIDA (EB 2025/146/R.25) [A]

- b) Proposition de système de vote électronique en présentiel fermé au FIDA (EB 2025/146/R.26) **[A]**
- c) Rapport oral sur la visite de pays effectuée en 2025 par le Conseil d'administration du FIDA en République du Pérou **[I]**

10. Questions diverses

II. Points présentés pour information

11. Rapports des organes subsidiaires

- a) Procès-verbal de la cent trente et unième session du Comité de l'évaluation (EB 2025/146/R.27)
- b) Procès-verbal de la cent soixante-dix-neuvième réunion du Comité d'audit (EB 2025/146/R.28)

12. Rapport sur les questions opérationnelles examinées à la consultation du Conseil d'administration (EB 2025/146/R.29)

13. Programme provisoire des activités de la quarante-neuvième session du Conseil des gouverneurs (EB 2025/146/R.30)

14. Rapport sur la gestion actif-passif – juin 2025 (EB 2025/146/R.31)

15. Passation des marchés et gestion financière relatives aux projets: rapport de situation annuel comprenant l'examen du Cadre conceptuel relatif à l'information financière et à l'audit externe des projets financés par le FIDA (EB 2025/146/R.32)

16. Rapport final sur l'outil pilote de prêts axés sur les résultats (EB 2025/146/R.33)

17. Plan d'action du FIDA pour la nutrition 2026-2031 (EB 2025/146/R.34)

18. Plan d'action du FIDA pour l'égalité femmes-hommes 2026-2031 (EB 2025/146/R.35)

19. Plan d'action du FIDA en faveur des jeunes ruraux 2026-2031 (EB 2025/146/R.36)

20. Rapport sur l'état de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (EB 2025/146/R.37)

21. Note d'information sur le prêt concessionnel de partenaire consenti par le Canada (EB 2025/146/R.38)

22. Mémoire d'accord entre le Fonds saoudien de développement agricole et le FIDA (EB 2025/146/R.39)

23. Avant-projet d'ordres du jour provisoires de la cent quarante-septième et la cent quarante-huitième session du Conseil d'administration (EB 2025/146/R.40)

III. Notes d'information

D'autres documents soumis pour information ont été mis en ligne sur la [plateforme interactive réservée aux États membres](#).

Ordre du jour annoté

I. Points pour examen en séance

1. Ouverture de la session

2. Adoption de l'ordre du jour [A]

L'ordre du jour provisoire figure dans le présent document.

3. Points soumis à la procédure d'approbation en bloc [A/C]

À sa cent trente-huitième session, le Conseil d'administration a approuvé l'application à titre expérimental d'une procédure permettant de lui présenter certains documents en bloc. À sa cent quarante-deuxième session, il en a reconduit l'usage en session, à titre permanent cette fois. Les documents ci-après sont soumis à son attention au titre de ladite procédure.

a) Questions opérationnelles [A]

- i. Propositions de projets et de programmes soumises à l'attention du Conseil d'administration

a. Asie et Pacifique

- i) **Bangladesh** – Croissance au service de la résilience climatique, de l'entrepreneuriat écologique et de la nutrition (GREEN)

Institution initiatrice: FIDA

Durée du projet: 6 ans

Coût total du projet: 154,4 millions de DTS (équivalent à 211,7 millions d'USD)

Montant du prêt du FIDA: 37,5 millions de DTS (équivalent à 51,4 millions d'USD)

Cofinanceurs:

ONG locales: 52,154 millions de DTS (équivalent à 71,501 millions d'USD)

Secteur privé: 0,412 million de DTS (équivalent à 0,565 million d'USD)

État: 50,755 millions de DTS (équivalent à 69,584 millions d'USD)

Déficit de financement: 13,6 millions de DTS (équivalent à 18,6 millions d'USD)

L'octroi d'un prêt assorti de conditions mixtes est recommandé.

b. Afrique orientale et australe

- i) **Botswana** – Projet relatif à la commercialisation des produits de l'élevage au Botswana (BoLCoP)

Institution initiatrice: FIDA

Durée du projet: 8 ans

Coût total du projet: 86,84 millions d'USD

Montant du prêt du FIDA: 31,52 millions d'USD

Cofinanceurs:

Fonds pour l'environnement mondial: 5,00 millions d'USD

Fonds pour l'adaptation: 20,00 millions d'USD

Don au titre de la coopération Sud-Sud et triangulaire: 0,250 million d'USD

État: 5,088 millions d'USD

Bénéficiaires: 1,50 million d'USD

Déficit de financement: 23,48 millions d'USD

L'octroi d'un prêt à des conditions ordinaires est recommandé.

- ii) **Rwanda**: Projet d'irrigation et de gestion intégrée des bassins versants du district de Kayonza – Phase II (KIIWP2)

Le document contiendra une proposition de financement additionnelle en faveur de la République du Rwanda, destinée au Projet d'irrigation et de gestion intégrée des bassins versants du district de Kayonza – Phase II.

- iii) **Ouganda**: Projet national d'appui à la production d'huile de palme (NOPP)

Le document contiendra une proposition de financement additionnelle en faveur de la République de l'Ouganda, destinée au Projet national d'appui à la production d'huile de palme.

c. Afrique de l'Ouest et du Centre

- i) **Burkina Faso** – Opération de renforcement des infrastructures agricoles et de marché pour la souveraineté alimentaire (ORIAM SA)

Institution initiatrice: FIDA

Durée du projet: 6 ans

Coût total du projet: 157,00 millions d'USD

Montant du prêt du FIDA: 59,75 millions d'USD

Cofinanceurs:

État: 25,26 millions d'USD

Bénéficiaires: 4,00 millions d'USD

Déficit de financement: 68,02 millions d'USD

L'octroi d'un prêt à des conditions particulièrement concessionnelles, assorties du calendrier d'amortissement prévu pour les petits États au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette, est recommandé.

- ii) **République centrafricaine** – Programme d'appui à la promotion de l'agrobusiness résilient au changement climatique (PARCA)

Institution initiatrice: FIDA

Durée du programme: 8 ans

Coût total du projet: 63,041 millions d'USD

Montant du don du FIDA: 20,047 millions d'USD

Cofinanceurs:

Fonds pour l'adaptation: 23,041 millions d'USD

Institutions de financement locales: 5,845 millions d'USD

État: 9,617 millions d'USD

Bénéficiaires: 4,491 millions d'USD

Pays admis à bénéficier d'une aide à des conditions particulièrement favorables et classé dans la catégorie des pays présentant un risque élevé de surendettement.

- ii. Proposition de don au secteur privé présentée au Conseil d'administration pour examen

- a. **Uzbek REMIT: débloquer les fonds et compétences au service des entrepreneurs ruraux**

Le document contiendra une proposition de don financé par l'Union européenne en faveur de Hamkorbank devant renforcer l'inclusion financière et l'autonomisation économique des bénéficiaires des envois de fonds et des migrants de retour au pays dans les zones rurales d'Ouzbékistan, dans le sillage de l'opération non souveraine du FIDA en cours dans le pays. Le projet prévoit l'utilisation à titre expérimental des dossiers d'envoi de fonds aux fins de la vérification des antécédents de crédit pour mettre en place des produits de crédit spécifiques, conjuguée à un effort accru de communication en milieu rural par des services de développement des entreprises et d'alphabétisation financière.

- b) **Opérations non souveraines dans le secteur privé [A]**

- i. **AgDevCo Ventures: galvaniser les petites et moyennes entreprises à fort potentiel d'impact en Afrique de l'Est dès les premiers pas**

Le document présentera une proposition visant à financer une nouvelle opération non souveraine dans le secteur privé par un prêt à AgDevCo Ventures Limited. L'objectif du projet est d'améliorer les moyens d'existence des petits producteurs d'Afrique de l'Est. AgDevCo Ventures investira dans de jeunes petites et moyennes entreprises agricoles à fort potentiel d'impact en fournissant des capitaux patients et une assistance technique.

- c) **Questions institutionnelles [C]**

- i. **Plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2026**

Le document présente le plan de travail, approuvé par le Président, relatif aux activités d'audit interne et d'enquête au FIDA pour 2026, pour confirmation par le Conseil d'administration.

- ii. **Plan de travail du Bureau de la déontologie du FIDA pour 2026**

Le document présente le plan de travail, approuvé par le Président, du Bureau de la déontologie du FIDA pour 2026, pour confirmation par le Conseil d'administration.

- d) **Questions financières [A]**

- i. **Examen annuel de l'Exposé de la politique de placement du FIDA**

Conformément à l'Exposé de la politique de placement du FIDA (EB 2011/104/R.43), l'examen annuel fait le point sur la mise en œuvre de cette politique. Comme l'a demandé le Comité d'audit à sa cent vingt-cinquième réunion, en novembre 2012, cet exposé est assorti, pour information, du Cadre de contrôle des placements du FIDA (EB 2025/146/R.12/Add.1). Comme l'a suggéré le Conseil

d'administration pour faciliter l'examen, le document EB 2025/146/R.12/Add.2 récapitule les changements qu'il est proposé d'apporter à l'Exposé de la politique de placement et au cadre de contrôle.

e) Gouvernance [A]

i. Établissement du Comité des émoluments

Par sa résolution 76/XVI, le Conseil des gouverneurs à sa seizième session a institué un comité chargé d'examiner la question générale des émoluments et autres conditions d'emploi du Président du FIDA en relation avec ceux d'autres chefs d'institutions des Nations Unies et d'institutions financières internationales. Le Comité des émoluments a ensuite été reconvoqué par le Conseil des gouverneurs en 2000, 2008, 2011, 2016 et 2020. Un projet de résolution visant à convoquer à nouveau le Comité sera soumis à l'approbation du Conseil d'administration, pour renvoi au Conseil des gouverneurs à sa quarante-neuvième session.

ii. Dates proposées pour les sessions du Conseil d'administration prévues en 2027

Le document contient les dates proposées pour les sessions du Conseil d'administration en 2027.

iii. Cadre de cofinancement parallèle entre le FIDA et le Fonds d'Abou Dhabi pour le développement

On trouvera dans le document une demande d'autorisation, au bénéfice du Président, aux fins de la négociation et la conclusion d'un accord-cadre de cofinancement parallèle entre le FIDA et le Fonds d'Abou Dhabi pour le développement.

4. Débat stratégique avec le Président du FIDA – Une issue à la pauvreté: la ligne médiane entre envergure et profondeur de l'impact [E]

Au titre de ce point, la direction cherche à poursuivre le dialogue sur les impacts transformateurs obtenus grâce aux projets soutenus par le FIDA et à entamer un débat stratégique sur le juste équilibre entre périmètre d'action et profondeur de l'impact. Le document s'appuie sur des données probantes issues de 58 évaluations de l'impact menées dans les dix dernières années. Le débat portera sur la façon dont un maillage d'interventions très ciblées à fort impact, habilement combinées et échelonnées à l'échelle des filières, peut déclencher une transformation, à étayer par des liens solides entre les agriculteurs et le secteur privé. Le document souligne l'importance d'une résilience renforcée pour la pérennisation des impacts. Enfin, il examine l'intérêt d'une stratégie de portefeuille jouant sur plusieurs plans qui concilierait, dans certains cas, un objectif de transformation et, ailleurs, des interventions plus généralistes.

5. Questions institutionnelles

a) Stratégie 2025-2031 pour le climat, l'environnement et la biodiversité [A]

La Stratégie 2025-2031 pour le climat, l'environnement et la biodiversité présente une approche intégrée de la transformation des systèmes agricoles et des économies rurales. Elle met en avant 10 domaines d'action pratiques, regroupés selon trois objectifs interconnectés, à l'appui de pratiques climato-résilientes et écologiquement viables et de l'utilisation durable de la biodiversité. Elle prévoit ainsi de mobiliser tout un éventail de mécanismes de financement et de renforcer la participation à l'élaboration des politiques et le

développement des capacités. Par des approches qui tiennent compte des rapports profonds entre les enjeux relatifs au climat, à l'environnement et la biodiversité, la stratégie tire parti des synergies et des retombées positives pour améliorer la résilience rurale tout en accompagnant les petits exploitants agricoles dans leur rôle de préservation des ressources naturelles et de l'agrobiodiversité. Ce cadre complet place le FIDA à la pointe d'une transformation rurale durable devant directement contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la sécurité alimentaire.

b) **Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2026 et perspectives budgétaires pour 2027-2028; budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2026 et plan indicatif pour 2027-2028 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA; et rapports de situation sur l'Initiative PPTE, le SAFP, et le MARE et sur la mise en œuvre de la Politique du FIDA en matière de reclassement [A]**

Conformément à la section 6 de l'article 10 de l'Accord portant création du FIDA, le Président soumet au Conseil d'administration, pour approbation, le projet de programme de travail du FIDA pour 2026, accompagné du projet de budget pour 2026 et des perspectives budgétaires pour 2027-2028.

Conformément à la Politique de l'évaluation au FIDA, ce document présente aussi le budget-programme de travail pour 2026 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE), accompagné de son plan de travail indicatif pour 2027-2028, que le Conseil d'administration est invité à examiner. Sur recommandation du Conseil d'administration, les budgets du FIDA et d'IOE seront soumis pour approbation finale au Conseil des gouverneurs à sa quarante-neuvième session, en février 2026. Ce document et son additif présentent aussi les rapports de situation sur la participation du FIDA à l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE) et sur la mise en œuvre du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP), du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE) et de la Politique du FIDA en matière de reclassement, en vue de leur transmission au Conseil des gouverneurs pour information.

D'autre part, le document EB 2025/146/R.19, soumis à l'attention du Conseil d'administration, présente les conclusions de l'examen du programme de travail et des budgets réalisé par le Comité d'audit à sa cent soixante-dix-neuvième réunion. Les recommandations du Comité de l'évaluation relatives au budget-programme de travail d'IOE figurent dans le procès-verbal de la cent trente et unième session du Comité.

6. Questions opérationnelles [E]

a) Programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP)

i. Amérique latine et Caraïbes

a. République dominicaine

Comme l'ont demandé plusieurs membres du Conseil d'administration à la cent quarante-deuxième session, les programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) qui concernent des pays ayant dépassé le seuil de revenu déclenchant un examen de reclassement pendant trois années consécutives, ce qui est le cas de la République dominicaine, seront examinés en séance officielle par le Conseil d'administration. Conformément à la proposition soumise par le Conseil d'administration à sa cent huitième session, les COSOP pour lesquels une évaluation de la stratégie et du programme de pays est également présentée seront accompagnés d'un additif contenant une brève note d'IOE.

7. Comité de l'évaluation

a) Document d'orientation sur le troisième examen externe par les pairs de la fonction d'évaluation au FIDA [A]

Le document comprend le document d'orientation et l'énoncé de mission relatifs au troisième examen externe par les pairs de la fonction d'évaluation au FIDA. Conformément à la Politique de l'évaluation de 2021, un examen externe de l'application de la politique est mené tous les sept ans. Comme pour les examens externes précédents, l'exercice sera mené sous la houlette du Groupe de coopération pour l'évaluation des banques multilatérales de développement, dont le FIDA est membre. En outre, comme par le passé, le périmètre de l'examen englobera à la fois la fonction d'évaluation indépendante et la fonction d'autoévaluation du FIDA. Cela est particulièrement important, car la Politique de l'évaluation de 2021 vise les deux fonctions, qu'elle entend rapprocher. La réponse d'IOE et de la direction du FIDA à ce document figure dans l'additif correspondant, également soumis à l'attention du Conseil.

b) Évaluation de la stratégie et du programme de pays [E]

i. Amérique latine et Caraïbes

a. République dominicaine

Le Conseil d'administration sera appelé à examiner l'évaluation de la stratégie et du programme de pays pour la République dominicaine.

8. Questions financières

a) Ressources disponibles pour engagement pour 2026 [A]

Le document présente des informations sur le niveau des ressources disponibles pour engagement à l'appui du programme de travail du FIDA pour 2026, sur la base du principe du flux de trésorerie durable.

b) Initiative d'optimisation des fonds propres du FIDA

i. Document-synthèse sur l'optimisation des fonds propres [E]

La direction entend présenter et expliquer dans les grandes lignes, dans un document-synthèse sur l'initiative d'optimisation des fonds propres, les modifications qu'il est proposé d'apporter à la politique d'adéquation des fonds propres et au cadre d'emprunt intégré, l'objectif étant d'aider

les États membres à examiner ces textes, soumis au Conseil d'administration pour approbation.

ii. **Révision de la Politique d'adéquation des fonds propres [A]**

Le document présente, pour approbation par le Conseil, une proposition visant à intégrer les améliorations requises à la Politique d'adéquation des fonds propres. Cette politique, qui date de 2019, est l'un des principaux piliers de l'architecture financière du FIDA.

iii. **Mise à jour du Cadre d'emprunt intégré [A]**

Le Conseil d'administration sera invité à approuver les mises à jour qu'il est proposé d'apporter au Cadre d'emprunt intégré. Celles-ci visent à mettre en phase le cadre avec l'initiative d'optimisation des fonds propres, à améliorer la gestion des liquidités du FIDA et à assurer l'alignement sur les autres initiatives de l'Organisation. Le Conseil d'administration sera aussi invité à renvoyer le projet de résolution figurant à l'annexe II au Conseil des gouverneurs à sa quarante-neuvième session pour examen et adoption.

9. Questions de gouvernance

a) **Élection des représentants du Conseil des gouverneurs au Comité des pensions du personnel du FIDA [A]**

Le document contiendra des informations sur l'élection des représentants du Conseil des gouverneurs au Comité des pensions du personnel du FIDA.

b) **Proposition de système de vote électronique en présentiel fermé au FIDA [A]**

Le Conseil des gouverneurs ayant recommandé au FIDA d'étudier les possibilités de mise à niveau du système de vote électronique, le document fournira des informations sur la mise au point d'un système de vote électronique plus efficace, fonctionnant en présentiel et en circuit fermé, et demandera au Conseil d'administration d'approuver une proposition de résolution à soumettre au Conseil des gouverneurs tendant à autoriser l'utilisation de ce système pour la nomination du Président.

c) **Rapport oral sur la visite de pays effectuée en 2025 par le Conseil d'administration du FIDA en République du Pérou [I]**

Le Conseil d'administration recevra des informations actualisées sur la récente visite en République du Pérou.